

N°DBCA-2019-054

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

DEVELOPPEMENT D'UNE FILIERE CONDUITE AU SEIN DU SDIS 76

Le 03 juillet 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 juin 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

La sinistralité automobile est depuis quelques années en constante augmentation au sein du Sdis. Elle atteint aujourd'hui des niveaux qui ne sont plus acceptables. En outre, le taux de sinistralité et la gravité de certains incidents (pour la partie matérielle), accidents (pour la partie matérielle et corporelle) et la potentielle gravité de certains presque accidents nous conduit statistiquement vers l'accident grave et irréversible.

C'est dans ce cadre que plusieurs décisions ont été prises au sein du Sdis visant à réduire ce risque. Ces décisions se sont traduites notamment par la diffusion départementale d'un guide des bonnes pratiques pour la prévention des risques routiers et par la diffusion d'une lettre de suites à destination des chefs de groupements visant à mettre en œuvre toutes actions leur paraissant nécessaires et permettant de limiter l'accidentologie routière et la sinistralité. Il a par ailleurs été décidé d'étudier toute mesure disciplinaire visant à sanctionner les agissements dangereux de certains agents concernés par un sinistre.

Ces actions étant nécessaires mais non suffisantes pour lutter contre l'accidentologie routière, il convient de mettre en place les actions visant à piloter une stratégie départementale ayant pour but la baisse de la sinistralité automobile du Sdis et axée sur la création d'un réseau de compétences « conduite » au sein de l'établissement.

*

* *

La création de ce réseau «conduite » au sein du Sdis vise à atteindre plusieurs objectifs :

- améliorer la qualité de la réponse opérationnelle sur le territoire,
- diminuer efficacement la sinistralité et l'accidentologie automobile,
- considérer la conduite comme une filière spécifique autant comme une filière de tronc commun (dans le sens où aujourd'hui elle impacte globalement l'ensemble des sapeurs-pompiers départementaux) qu'une spécialité,
- prendre en compte l'ensemble des problématiques de conduite et de pilotage de l'établissement à savoir : la conduite des véhicules légers, des moyens de secours d'urgences aux personnes, des engins de lutte contre l'incendie, des engins spéciaux, des moyens élévateurs aériens, des moyens nautiques et des engins de manutention,
- identifier les acteurs de terrain au sein des unités opérationnelles assurant les rôles de référents, animateurs, accompagnateurs de proximité et formateurs en matière de conduite, et ce, au profit de l'unité et de l'école départementale,
- créer des éléments observables de résultats à court, moyen et long terme en échelonnant la mise en œuvre de la démarche et en construisant un système d'amélioration continue des performances.

Cette démarche doit pouvoir s'intégrer dans la définition actuelle des politiques de l'établissement et de ses axes stratégiques associés et devra donc s'adapter à l'évolution de la construction du projet d'établissement actuellement en cours au sein du Sdis. Cette démarche se veut donc adaptable.

*
* *

En termes d'actions concrètes et dont la mise en place sera immédiate, les dispositions suivantes sont proposées :

- identifier au sein de l'établissement un conseiller technique départemental « conduite ». Missionné en plus de ses fonctions et d'un niveau cadre intermédiaire (officier, catégorie A ou B ou à défaut adjudant s'orientant à court terme vers les grades d'officiers), il constituera la tête du réseau conduite et aura la charge :
 - o de créer un réseau d'acteurs locaux chargés de la mise en œuvre des actions en matière de conduite,
 - o de faire preuve de proactivité et d'innovation pour la recherche de solutions visant à lutter contre la sinistralité,
 - o d'être un interlocuteur privilégié des acteurs de la formation, des opérations, du technique et des unités territoriales pour la déclinaison de ces actions.
- créer, au sein de l'établissement, un poste de conseiller technique départemental adjoint « conduite » à un grade de sous-officier de sapeurs-pompiers professionnels. Poste à temps complet au sein du Sdis, compte tenu des enjeux actuels en la matière, ce dernier sera chargé de mettre en place les dispositions techniques et logistiques visant à répondre aux missions du conseiller technique départemental. Il sera un acteur clef de la formation des personnels du corps départemental dans le domaine de la conduite.

Pour répondre à cet objectif, un poste vacant de sous-officier de sapeur-pompier professionnel au groupement technique est affecté au groupement formation et activités physiques pour le poste de conseiller technique départemental adjoint « conduite ». Parallèlement un poste du cadre d'emploi des adjoints techniques est créé pour le groupement technique et logistique.

*
* *

Lors de sa séance du 04 juin 2019, le comité technique a émis pour le collège des représentants de l'administration un avis favorable à l'unanimité et pour le collège des représentants du personnel un avis favorable à l'unanimité.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190703-DBCA-2019-054-D

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/07/2019
Affichage : 08/03/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

